

## L'actualité de

### SANTÉ

## Antennes-relais : les opérateurs tentés par la clandestinité ? (18/02/2007)

**Polémique. L'Opac du Rhône accuse Bouygues d'avoir installé clandestinement des antennes sur le toit de l'une de ses résidences.**

“Dans toute la France, on a des exemples d'antennes de téléphonie mobile installées clandestinement”. Marie-Danielle Dufourt de l'association Robin des Toits n'en démord pas. Porte-parole d'un collectif d'habitants d'Oullins, elle se bat contre Bouygues pour que l'opérateur démonte ses antennes.

Deux relais installés “clandestinement” sur le toit de l'immeuble HLM d'en face.

Dernièrement, le maire d'Oullins (UMP) François-Noël Buffet puis l'Opac du Rhône ont aussi apporté leur soutien aux habitants.

“En négligeant l'information des riverains (notamment en n'affichant pas l'autorisation de travaux), Bouygues n'a pas respecté le code de bonne conduite signé avec l'association des maires de France”, tranche le maire d'Oullins.

“Il n'y a pas eu d'information, ni de concertation de nos locataires, poursuit Jean-Marc Astreoud de l'Opac. Ils n'ont donc pas respecté la convention que l'on avait passée”.

Le bailleur de logement social menace de ne peut plus autoriser de nouvelles antennes sur ses toits, si l'opérateur ne démonte pas immédiatement ces antennes.

La société Bouygues Telecom précise, quant à elle, que toute sa politique est “basée sur le respect des règles d'information et de transparence” et rejette une quelconque responsabilité sur ces sous-traitants.

Pourtant, des cas comme celui d'Oullins ne sont pas isolés.

A Bron, Orange a dû renoncer à ajouter des antennes UMTS (plus puissantes) à celles GSM déjà existantes. Les copropriétaires se sont opposés physiquement aux travaux quand ils ont appris qu'au lieu d'une simple opération de maintenance, c'était de nouvelles antennes qu'on allait leur imposer.

[\(Ndlr Next-up : Reportage vidéo de France 3 sur cette "affaire de Bron"\)](#)

Ainsi, il n'y a pas une nouvelle semaine sans que Lyon voit un nouveau collectif anti-antennes se créer. On en compte aujourd'hui plus d'une quinzaine.

Les Bouygues, SFR et Orange sont donc tentés de mettre leurs antennes dans la plus grande discrétion, en omettant parfois d'informer les principaux intéressés. “Peu importe la pression qu'ils subissent, conclut François-Noël Buffet.

Quand on est sur ce type d'installation hautement sensible, les opérateurs se doivent d'être transparents”.